

Le changement climatique vu par une banque internationale

Si l'on considère le cadre légal de la lutte contre le changement climatique, deux éléments sont éminemment importants pour une banque – comme pour toute autre entreprise d'ailleurs: il faut que la régulation reste prévisible et qu'elle soit conçue de manière à ne pas fausser le jeu de la concurrence. Un futur accord international sur le climat aura des répercussions sur le Crédit Suisse (CS), dans la mesure où celui-ci entretient des relations d'affaires avec pratiquement toutes les branches de l'économie. Il influencera non seulement les activités propres à l'écologie d'entreprise, mais également les produits, les services et les investissements.



René Buholzer
Directeur Politique et
durabilité, Credit Suisse,
Zurich

Le CS émet relativement peu de gaz à effet de serre: 274 000 tonnes d'équivalents CO₂ en 2008. Son apport direct à la lutte contre le changement climatique ne peut être que faible. Il peut, en revanche, contribuer indirectement, de façon non négligeable, à la réduction des émissions dans le monde par le biais de ses produits, de ses prestations ainsi que du dialogue avec ses clients et investisseurs.

La protection du climat fait partie de la responsabilité d'entreprise

Il y a déjà de nombreuses années que la direction du CS a réorienté radicalement sa stratégie afin de répondre aux défis posés par le changement climatique. C'est ainsi qu'en 1997, il a été la première banque au monde à obtenir la certification ISO 14001 pour son système interne de gestion environnementale. Celui-ci s'étend à l'ensemble de l'entreprise. Il contribue à préserver les ressources naturelles, à réduire la pollution de l'environnement et à limiter les coûts.

En 2006, le CS a été la première grande entreprise suisse à afficher un bilan de CO₂ neutre. Avec l'initiative «Credit Suisse Cares for Climate», lancée en 2007, il s'est fixé pour objectif d'atteindre aussi vite que possible cet équilibre à l'échelon mondial. L'un des éléments clés de l'initiative est la mise en œuvre d'une stratégie à quatre niveaux, qui vise à réduire systématiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans toutes les régions d'activité de la banque: optimisation des processus dans nos locaux, investissements dans l'équipement de nos bâtiments en technologies et en infrastructures informatiques efficaces sur le plan énergétique, remplacement des agents énergétiques actuels et compensation des émissions restantes par l'achat de certificats de bonne qualité pour la réduction des émissions de CO₂.

Simultanément, nous mettons sur pied des campagnes d'information – par exemple des programmes d'apprentissage en ligne – destinées à nos 47 000 collaborateurs à travers le monde. Ces derniers peuvent ainsi réduire leurs propres émissions et disposent des données nécessaires pour participer à des discussions sur les thèmes liés au climat ou à l'environnement. Des actions comme «À vélo au boulot», mise sur pied par l'association

Pro Vélo Suisse, contribuent à sensibiliser notre personnel à la protection du climat.

Le CS participe aussi activement à l'élaboration de solutions adaptées au marché pour diminuer les émissions de GES liées aux produits et services. Depuis un certain temps, des équipes d'experts développent des produits financiers innovants qui intègrent des aspects écologiques et sociaux, afin de répondre à une demande accrue des clients pour ce type de placements. C'est le cas par exemple des hypothèques Minergie, très attrayantes pour les propriétaires de maisons en Suisse, et des fonds de placement dans les énergies renouvelables, destinés aux investisseurs globaux. Par ailleurs, le CS est l'une des banques de référence dans le monde en matière de financement des énergies renouvelables.

Le dialogue est essentiel

Un autre pilier de la stratégie climatique du CS consiste à dialoguer avec de grands groupes externes afin d'anticiper l'évolution de la société et d'en tenir compte. Partout où cela s'avère possible et indiqué, nous participons au débat public en partageant nos expériences. C'est ainsi qu'en 2008, le CEO du CS Brady Dougan a signé avec une centaine d'autres chefs d'entreprises une déclaration exemplaire sur la politique climatique, lors de la préparation du G8 qui devait se réunir au Japon. Celle-ci exigeait un nouveau cadre politique «efficace sur le plan environnemental et économiquement efficient». Le dialogue et la collaboration avec des organisations et des forums chevronnés permet de faire valoir notre point de vue, tout en profitant de l'expertise de nos interlocuteurs (p. ex. le groupe de travail du WEF sur la prospérité économique à faible intensité en carbone).

Depuis 2006, le CS applique une politique climatique durable qu'il poursuivra quels que soient les résultats obtenus à Copenhague. Pour une entreprise comme la nôtre, active dans le monde et soumise à la concurrence, le choix des mesures destinées à combattre le changement climatique est crucial: cohérentes et prévisibles, elles doivent être coordonnées internationalement et laisser à l'économie le temps de s'adapter. Les réorientations nécessaires en ce sens devront être décidées à Copenhague. ■